

Jean-Louis Clade

Chronique d'une guerre oubliée

*La guerre de 1870-1871
en Franche-Comté*



ÉDITIONS
CABÉDITA
2015

Couverture: Bataille de Villersexel. Tableau d'Alphonse de Neuville.
Musée de Belfort. Cliché de Claude Henri-Bernadot.
Couleurs par Mélanie Kerebel.

© 2015. Editions Cabédita, route des Montagnes 13 – CH-1145 Bière
BP 9, F-01220 Divonne-les-Bains
Internet: www.cabedita.ch

ISBN 978-2-88295-710-8

Introduction

Se souvient-on de la guerre de 1870-1871 ? Au-delà des grandes défaites de Lorraine et d'Alsace, et de la capitulation de Metz, les Comtois ont gardé longtemps en mémoire le souvenir du terrible hiver de ces années-là. Les anciens se rappelaient surtout, et pour cause, de « l'armée de Bourbaki », portant le plus souvent un jugement péjoratif sur elle où se mêlait de la pitié. Ils évoquaient une armée de va-nu-pieds, une « armée pagaille », une armée affamée, mais ils ne parlaient jamais d'une retraite, comme s'ils ignoraient ou voulaient ignorer où marchaient ces malheureux soldats. Le mot « défaite » n'était jamais prononcé. Le patriotisme pesait lourd dans la société d'alors et le courage des défenseurs de Belfort atténuait, en partie, la honte du Traité de Francfort.

Et aujourd'hui ? On ne peut pas parler de monuments aux morts, mais on peut signaler ces stèles qui ne portent souvent aucun nom, érigées çà ou là, sur le lieu des combats, en mémoire des soldats tués durant cette guerre. Elles sont entretenues. Pour le 125^e anniversaire du conflit, des hommages ont été rendus, comme celui du Mont Gardot, entre Quingey et Besançon, en mai 1998. En 1996, à Pontarlier et à La Cluse-et-Mijoux, hauts lieux des derniers affrontements, se sont déroulées diverses manifestations. Enfin, en 2008, s'est tenu, à Pontarlier, un colloque sur le thème « Bourbaki. Choc et mémoire franco-suisse Bleu-Blanc-Croix-Rouge ». A noter que le splendide panorama Bourbaki, de Lucerne (Suisse), rappelle avec émotion la difficile arrivée des troupes françaises sur le territoire de la Confédération

helvétique, marquant la première grande action humanitaire de la Croix-Rouge créée dix ans plus tôt.

Il n'en reste pas moins que cette guerre est mal connue quand elle n'est pas totalement oubliée. Pourtant, elle pèse lourdement sur les conflits du XX^e siècle. Elle les explique même. La perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, deux provinces annexées par l'Allemagne, a nourri, jusqu'en 1914, un patriotisme exacerbé, un esprit de revanche alimenté par la haine du « Prussien ». Les exigences du Traité de Versailles, signé en 1919, voulaient laver l'affront subi en 1871. Elles n'ont fait qu'aiguiser le nationalisme allemand dans un contexte de crise économique grave et pousser le parti nazi au pouvoir qui déclenchera la Deuxième Guerre mondiale.

De nombreux ouvrages, certains monumentaux, de nombreuses études, des témoignages, ont été consacrés à cette guerre qui revêt un caractère nouveau. Elle intègre les innovations de la révolution industrielle du XIX^e siècle. C'est encore une guerre de mouvement dont les manœuvres rappellent celles du XVIII^e siècle et plus encore les combats des armées du Premier Empire, mais la puissance des armes à feu modifie les règles : la cavalerie devient inutile, le télégraphe facilite les communications, le chemin de fer simplifie les déplacements et l'homme apparaît de plus en plus vulnérable.

Ce livre tente de réaliser une synthèse de ces études en les débarrassant de leur déclaration patriotique et de leur esprit revancharde contre une Allemagne exécrée. Il va à l'essentiel. L'épisode comtois s'inscrit dans la logique des événements nationaux. Deux combats locaux (autour de Besançon) ont été décrits plus en détail pour mieux mettre en évidence le caractère quelque peu « décousu » de cette guerre. Il insiste aussi sur la misère des soldats, la plupart malades, qui doivent progresser dans la neige et le froid, avec souvent la faim au ventre. Une extraordinaire leçon de courage... pour une défaite.

L'Europe au XIX^e siècle

Comment se présente l'Europe au début du XIX^e siècle ? Le Congrès de Vienne a éliminé de nombreux petits Etats princiers, victimes des appétits des vainqueurs. Le conservatisme domine en rétablissant ou en maintenant des régimes monarchiques, autoritaires, oubliant que les idées libérales révolutionnaires ont marqué les esprits et restent présentes.

Deux grands ensembles se dégagent alors :

- des territoires englobant une mosaïque de pays dont les peuples aspirent à se constituer en Etats-nations indépendants, voire, pour certains, à réaliser leur unité. Il s'agit du puissant empire austro-hongrois, de l'Allemagne, qui ne se satisfait pas de son archaïque Confédération germanique, et de l'Italie ;

- des territoires qui sont depuis longtemps des Etats-nations et où la démocratie progresse : la France et le Royaume-Uni.

LA FRANCE

Le 24 février 1848, la Monarchie de juillet s'effondre laissant la place à un gouvernement provisoire ; le poète Lamartine en est la personnalité dominante. Ce gouvernement, composé de libéraux et de socialistes, proclame la république, établit le suffrage universel et décide de l'abolition de l'esclavage dans les colonies. Pour résoudre le grave problème du chômage, il organise les ateliers nationaux, improductifs et onéreux et prépare un projet de nationalisations.

La Constituante, élue le 23 avril, est hostile à tout «socialisme». En juin, elle décide la dissolution des ateliers nationaux. Les ouvriers se révoltent. L'insurrection est impitoyablement matée par le général Cavaignac, nommé chef du gouvernement. Les socialistes sont défaits. La voie est libre pour le «parti de l'ordre» qui cherche un président. Louis-Napoléon Bonaparte semble le candidat le plus convenable. Il est le fils du roi de Hollande, Louis, frère de Napoléon I^{er}, et d'Hortense de Beauharnais, fille de Joséphine. Il est donc le neveu de l'empereur. Il est élu triomphalement le 10 décembre 1848. En 1850, une loi électorale supprime le suffrage universel.

Néanmoins, le parti de l'ordre demeure inquiet devant les progrès républicains. Il comprend que seul le président peut arrêter leur essor, mais la constitution interdit sa réélection immédiate en 1852. Louis-Napoléon a su demeurer populaire. Il s'est ménagé des appuis. Il sait que la majorité de l'assemblée est résignée à sa réélection. Alors, il franchit le pas : le 2 décembre 1851, par un coup d'Etat, suivi d'une répression impitoyable de la résistance républicaine, il s'empare du pouvoir. Le 21 décembre, il organise un plébiscite : 7 500 000 oui contre 646 000 non et 1 500 000 absentes confirment son action et lui permettent de rédiger une constitution.

Le Consulat de l'oncle avait duré quatre ans. Le neveu brûle les étapes. Celui que l'on appelle déjà le «prince-président» quitte l'Élysée pour les Tuileries et, le 7 novembre 1852, un sénatus-consulte rétablit l'empire. Louis-Napoléon devient Napoléon III. Un nouveau plébiscite approuve largement cette restauration qui, par ailleurs, rassure. «L'empire, c'est la paix» et les affaires reprennent. A Paris, c'est la fête dans le tourbillon valsant des crinolines.

Pour rétablir la prépondérance française, Napoléon III a besoin de l'alliance anglaise en sachant bien que les Anglais veilleront à ce que la France ne dépasse pas certaines limites. En 1854, l'alliance franco-anglaise se forme contre la Russie qui

veut faire de la Turquie un satellite de sa politique. La guerre est déclarée. Elle se résume dans le long siège de Sébastopol (1854-1855), en Crimée, où s'illustre le général français Mac-Mahon dans la prise de la tour de Malakoff qui domine les défenses russes. La Paix de Paris (1856) marque la prépondérance du Second Empire bien que cette guerre se soit révélée coûteuse et sans nécessité.

En revanche, le nouveau régime a mis la politique intérieure en sommeil. Les esprits se tournent vers les réalisations économiques tandis qu'une police puissante surveille les opposants. La presse n'est pas libre. Le 14 janvier 1858, un révolutionnaire italien, Orsini, jette une bombe sur le cortège impérial. Napoléon III est indemne, mais il y a de nombreuses victimes. Le gouvernement fait voter une loi de sûreté générale, mais une question se pose alors : faut-il resserrer la dictature et renforcer la répression ? L'empereur a vieilli, sa santé s'altère. Il faut préparer le règne de son fils. En outre, l'empereur s'est posé en champion des peuples en lutte contre les vieilles monarchies. Peut-il alors combattre les libertés en France ? Il est donc temps de prendre un virage. En 1859, une amnistie permet aux exilés républicains de rentrer en France. La vie politique renaît.

A partir de 1866, les échecs de politique extérieure s'accumulent ; le prestige de l'empereur est atteint, notamment avec la tentative avortée pour faire du Mexique un empire satellite de la France (1861-1867). Certes, cette guerre n'a ni ruiné la France, ni désorganisé l'armée, mais son échec apparaît comme la conséquence des initiatives d'un souverain tout-puissant ; elle fournit des arguments à l'opposition.

En Italie, l'empereur change aussi de politique en s'opposant au mouvement d'unification de la péninsule qu'il avait d'abord encouragé, en échange de la Savoie et de Nice. Il soutient les Etats pontificaux qui refusent leur intégration à l'Italie.

Adolphe Thiers, membre de l'opposition libérale, réclame ce qu'il appelle « les libertés nécessaires », c'est-à-dire le retour au

régime parlementaire. L'empire n'est pas pressé. Il préfère accorder, aux hommes d'affaires, la liberté de fonder sans contrôle de l'Etat des sociétés anonymes et la liberté aux ouvriers de se concerter pour faire grève et même de former des syndicats (loi de 1864), lesquels, cependant, ne sont pas reconnus mais tolérés par le gouvernement. Cependant, une loi de 1868 rend à la presse sa liberté, sauf à répondre de ses excès devant les tribunaux, et les réunions publiques sont à nouveau autorisées à condition que ne soient pas évoqués les sujets politiques et religieux. Les limites imposées sont vite dépassées.

Pourtant l'empereur malade, qui approche les soixante ans, maintient Rouher, ministre président le Conseil d'Etat et partisan de l'empire autoritaire, jusqu'aux élections de 1869. Les résultats sont un désastre pour l'empire à Paris et dans les grandes villes. Seul le vote favorable des campagnards a sauvé le gouvernement. Une nouvelle constitution est alors publiée par sénatus-consulte en septembre 1869 et le 2 janvier 1870, Napoléon III appelle le républicain modéré, Emile Ollivier, pour remplacer Rouher. C'est alors que l'empereur recourt une fois encore au plébiscite (mai 1870). Il faut répondre par oui ou par non à la proposition suivante: «Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la constitution depuis 1860 par l'empereur... et ratifie le sénatus-consulte.» Une fois encore, grâce aux campagnes, l'empire triomphe. Une guerre victorieuse succédant à ce plébiscite ne permettrait-elle pas à Napoléon III de ressaisir le pouvoir? Ollivier en est persuadé. Six semaines plus tard, la Prusse offre une occasion de conflit. Le 2 septembre 1870, l'empereur est vaincu et prisonnier à Sedan et, le 4, le régime est renversé.

La crise économique de 1846-1848 était cause, en grande partie, de la chute de Louis-Philippe. Or, en 1848, on découvre d'importants gisements aurifères en Californie, puis, quelques années plus tard, en Australie. C'est une chance pour l'Empire

naissant. Les monnaies françaises frappent des « napoléons ». Le régime devient celui de la prospérité qui favorise les affaires et met fin au chômage.

Le pays se modernise. L'industrie lourde, à base de charbon et de fer, prend son essor. Les chemins de fer se développent à l'initiative de grandes compagnies, sous l'arbitrage de l'empereur. Pour assurer les financements, de grandes banques sont ouvertes tels le *Crédit industriel et commercial* (1859), le *Crédit Lyonnais* (1863), la *Société Générale* (1864). Les paquebots à vapeur relient la France au monde. La transmission de la pensée ne peut être plus lente que les transports. En 1848, le timbre-poste est créé. Au long des routes et des voies ferrées, les lignes télégraphiques facilitent les communications. Chaque pays ne cache plus ses innovations, mais les montre au public dans des expositions universelles comme celles, à Paris, de 1855 ou de 1867.

Paris se transforme. Le baron Haussmann, nommé préfet de la Seine, réédifie la capitale en quelques années. De larges artères sont percées, des quartiers neufs construits, des parcs et des squares aménagés. Les rues sont éclairées au gaz et un immense réseau d'égouts chemine sous terre. La capitale atteint ses limites actuelles et les arrondissements reçoivent leur actuelle numérotation. La plupart des villes françaises imitent Paris, se développant notamment autour des gares.

Par ailleurs, la France poursuit son expansion. Les Français prêtent des capitaux à tous les pays de la Méditerranée, y construisent des chemins de fer. Le canal de Suez est ouvert en 1869. La mise en valeur de l'Algérie commence. Au Sénégal, débute la création d'un empire africain. En Extrême-Orient, lors d'une guerre contre la Chine, les amiraux s'installent en Cochinchine et au Cambodge (1858-1863).

Pourtant, cette ouverture et cette modernisation n'effacent pas la tradition. La France demeure largement rurale et artisanale. Elle entre timidement dans l'ère urbaine et industrielle. Sa population passe de 35 800 000 en 1851 à 38 000 000 en 1868,

mais le pays tend vers un arrêt de sa croissance démographique. Globalement, sa production industrielle et sa population croissent moins vite que celles des pays qui l'entourent. Ceux-ci sont à la veille de la dépasser.

L'ALLEMAGNE

C'est le cas de l'Allemagne. Elle connaît, à travers une prise de conscience des valeurs intellectuelles, un puissant mouvement de rénovation économique. La population croît rapidement; elle atteint les 42 500 000 habitants. Comme en France, le déclin des industries rurales provoque un exode vers les villes, mais la grande propriété de l'Allemagne du Nord favorise une monoculture vivrière (pomme de terre).

La modernisation industrielle est plus rapide et plus puissante qu'en France. La Prusse possède dans la Ruhr, la Sarre, la Silésie d'immenses gisements charbonniers qui permettent le développement rapide de la métallurgie. Dès 1850, la production de charbon de l'Allemagne est la première du continent européen et c'est essentiellement la Prusse qui la dirige à son profit.

Le réseau de chemin de fer s'est construit plus vite qu'en France. Il privilégie les liaisons entre les villes allemandes, laissant de côté l'Autriche. Ainsi, il est plus facile de se rendre de Munich à Hambourg que de Munich à Vienne. L'Autriche tente de desservir l'Allemagne du Sud par son port de Trieste, mais Hambourg, mieux placé sur le grand carrefour de la mer du Nord, l'emporte.

Cette Allemagne aspire à l'unification du pays. Depuis 1852, une union douanière (Zollverein) groupe tous les Etats allemands (sauf l'Autriche) sous la direction de la Prusse. Mais il faudrait une monnaie et une législation communes. Il faudrait une Constitution libérale et parlementaire qui contrôlerait le gouvernement des princes. Les Etats, y compris la Prusse, se

fondraient dans la patrie allemande au lieu de chercher à la dominer.

Or, pour la dynastie prussienne, il n'est pas question de se fondre dans une Allemagne nouvelle et de se soumettre au contrôle des assemblées bourgeoises. En 1862, le roi Guillaume est ainsi confronté à une crise politique grave : il ne veut ni accepter une capitulation, ni tenter un coup d'État auquel sa loyauté répugne. Il ne lui reste qu'à abdiquer. Pour une ultime tentative, il appelle Bismarck à la tête de son ministère.

Bismarck a 47 ans. Il est né au cœur de l'État prussien. C'est un colosse sarcastique, à l'appétit formidable, amateur de plein air, qui se plaît dans ses forêts. L'homme est intelligent, réaliste et rusé. Il peut parfois se laisser aller à la violence, mais, en société, il apparaît comme un gentilhomme séduisant. Attaché à une certaine indépendance, il ne s'est accommodé ni de la vie du fonctionnaire, ni de celle de l'officier. Il engage une carrière diplomatique qui le conduit, en 1851, à la Diète de Francfort où il apprend le monde allemand, puis, en 1859, en Russie, et enfin à Paris en 1862. C'est à cette époque que Guillaume l'appelle à Berlin. Bismarck connaît donc l'Allemagne et l'Europe. Il a assez bien perçu le caractère de Napoléon III, alors au sommet de sa puissance.

Pour commencer, Bismarck gouverne en dehors de la légalité. Il a le soutien des chefs de l'armée prussienne, Roon et Moltke. Il fait aboutir leur réforme de l'armée, faisant voter la seule Chambre haute, réduisant au silence la Chambre élue et les journaux. De 1862 à 1866, Bismarck est en conflit ouvert avec les libéraux, mais les impôts rentrent et l'armée prussienne devient la première du monde.

Bismarck prépare ensuite l'isolement de l'Autriche. Isolement économique d'abord : au nom du Zollverein, le gouvernement prussien a signé avec la France un traité de commerce qui abaisse les tarifs douaniers. En revanche, l'Autriche reste protectionniste pour soutenir sa jeune industrie. Comme les États allemands du

sud suivent la Prusse, il devient impossible d'établir une union économique entre Autriche et Zollverein. Isolement diplomatique ensuite quand, en 1863, les Polonais s'insurgent contre la Russie. Sans scrupule, Bismarck favorise la répression russe, consolidant ainsi l'alliance traditionnelle des deux pays, mais, par contraste, il met en évidence l'incertitude de l'Autriche.

L'affaire polonaise dure encore quand se ranime celle des duchés danois. Le roi de Danemark souhaite incorporer le Schleswig-Holstein au territoire du royaume. Les Allemands des duchés protestent et réclament la constitution d'un Etat souverain dans la Confédération germanique. En 1864, la Prusse, qui convoite les duchés pour s'établir solidement en Baltique, soutient militairement la protestation au nom de la Confédération. L'Autriche, qui ne peut pas laisser Bismarck devenir le seul héros du nationalisme allemand, joint ses troupes à celles de la Prusse. Les Danois sont contraints de faire la paix en abandonnant les duchés. Ni la Russie, ni l'Angleterre n'ont bougé. La Russie veut la paix. Quant à l'Angleterre, sans allié continental, elle mesure son impuissance.

Cette unité allemande sera de courte durée. Que faire des duchés conquis? Un nouvel Etat de la Confédération comme le souhaitent les libéraux et les Autrichiens? Pragmatique, la Prusse décide de garder ses conquêtes. La guerre semble alors imminente entre Vienne et Berlin quand un accord est trouvé: les deux puissances se répartissent l'administration des duchés; l'Autriche reçoit celle du Holstein et la Prusse celle du Schleswig. En fait, la Prusse ne cherche qu'à gagner du temps: le temps qu'il lui faut pour contracter une alliance avec l'Italie; le temps qu'il faut à Bismarck pour comprendre que la France demeurera neutre en cas de conflit; il promet à Napoléon III des « compensations » possibles au Luxembourg ou en Belgique.

Au printemps de 1866, une fois signée l'alliance avec l'Italie, Bismarck se « déguise » en démocrate. Il suggère que la Confédération se dote d'un parlement élu au suffrage universel. Mais,

qui peut encore croire Bismarck ? L'Autriche est forcée de faire la guerre et doit diviser ses forces pour faire face aux Italiens ; elle est soutenue par les Etats allemands du sud. En juin, les hostilités commencent.

A l'époque, on pense que cette guerre civile allemande sera longue, mais que l'Autriche l'emportera finalement. Jamais prévisions ne furent plus totalement démenties. Personne en Europe n'avait pris conscience du formidable instrument guerrier que la Prusse avait constitué. Moltke se révèle en outre un stratège remarquable. Les contingents des petits Etats sont dispersés en quelques jours. Le 5 juillet 1866, trois armées prussiennes opèrent leur jonction à Sadowa en Bohême et y remportent sur l'armée autrichienne une victoire décisive. Cette guerre n'a duré qu'une quinzaine de jours.

L'Autriche doit traiter. Tous attendent la réaction française dont les troupes peuvent s'avancer sur le Rhin dégarni. Napoléon III se borne à une intervention diplomatique. Alors, Bismarck se hâte. Le 19 juillet, un armistice est conclu et, le 26 juillet, les préliminaires de paix signés afin que les armées prussiennes refluent vers l'ouest. La Prusse annexe le royaume de Hanovre, la ville libre de Francfort et de nombreux petits Etats ; son territoire, désormais d'un seul tenant, va des frontières de l'empire russe à celles de la France. Une nouvelle confédération de l'Allemagne du Nord est mise en place. Elle a, à sa tête, le roi Guillaume, dont Bismarck est le chancelier. L'Autriche, vaincue, est exclue d'Allemagne.

Restent les Etats du Sud : Bade, Hesse, Wurtemberg et Bavière. Pour rompre leur isolement, ils signent avec la Prusse des traités d'alliance qui, en cas de guerre, placent leurs armées sous le commandement prussien (août 1866). D'ailleurs, ces Etats sont déjà membres du Zollverein... Néanmoins, Bavière et Wurtemberg, catholiques et démocrates, tiennent à leurs particularismes. Ils préfèrent le « statu quo » à une domination prussienne.

Napoléon III n'est pas intervenu. Il réclame les « compensations » promises par Bismarck, ce que le chancelier appelle des « pourboires » : en Rhénanie, puis en Luxembourg et en Belgique. Bismarck refuse, tout en mettant l'Europe au courant de ces tractations. Ainsi, la France semble-t-elle toujours vouloir nourrir des appétits territoriaux face à une Prusse soucieuse de maintenir les équilibres en Europe.

Demeure à réaliser le rattachement politique des Etats du Sud. Pour Bismarck, seule une guerre avec la France permettrait cette unité. En juillet 1870, il trouve l'occasion.

Le début des hostilités

À L'ORIGINE DU CONFLIT

Dans ses tentatives pour rétablir l'hégémonie française en Europe, Napoléon III a toujours évité d'affronter l'Allemagne. Après la bataille de Sadowa, qui affirme la puissance prussienne et son désir d'unification sous l'impulsion de Bismarck, il prend conscience du péril. Pourtant, les Français sont loin de penser à la guerre après le référendum de mai 1870. D'ailleurs, le 30 juin, le Corps législatif vote une réduction des effectifs de l'armée. Un vote blâmé par Thiers.

Bismarck cherche une occasion de conflit. Or, en Espagne, la reine Isabelle a été chassée de son trône par une révolution. Les Espagnols se mettent en quête d'un remplaçant et songent au prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, neveu de Guillaume I^{er} roi de Prusse (février 1870). Devant l'opposition du gouvernement français, le candidat prussien se retire.

Au début de juillet 1870, Bismarck propose à nouveau la candidature de Léopold. Une candidature que le chancelier a, cette fois, réglé dans les moindres détails. L'affaire reste secrète. Ni l'intéressé, ni Guillaume I^{er}, lorsqu'ils sont avertis, ne sont d'avis d'accepter une couronne aussi précaire. Le 3 juillet 1870, Bismarck leur force la main en révélant l'affaire par voie de presse. Il se doute de la réaction française. Encastrée entre une Prusse dévorante et une Espagne qu'elle estimera vassale de Guillaume, la France se croira menacée ou se sentira humiliée; il faudra peu pour la pousser à la guerre. En effet, les journaux parisiens évoquent aussitôt une résurrection de l'empire de Charles

Table des matières

INTRODUCTION	7
L'EUROPE AU XIX ^e SIÈCLE	9
La France	9
L'Allemagne	14
LE DÉBUT DES HOSTILITÉS	19
A l'origine du conflit	19
Les forces en présence	22
<i>Effectifs et recrutement</i>	22
<i>L'armement</i>	23
<i>Le commandement</i>	26
Une succession de défaites	27
<i>Les batailles du nord-est</i>	27
<i>Hésitations et incertitudes</i>	29
<i>Sedan</i>	32
<i>Metz</i>	36
LA RÉSISTANCE	41
Le siège de Paris	41
L'armée de la Loire	43
L'armée du Nord	46
Dans les Vosges	47
Les francs-tireurs	52

LES AFFRONTEMENTS EN FRANCHE-COMTÉ	61
Autour de Besançon.....	61
<i>Combat de Cussey (22 octobre)</i>	64
<i>Combat de Buthiers</i>	68
<i>Attaque de la position Auxon – Châtillon</i>	69
L'armée de l'Est	73
<i>La bataille de Villersexel</i>	76
<i>De Villersexel à la Lizaine</i>	82
<i>La bataille de la Lizaine</i>	85
<i>La retraite jusqu'à Besançon</i>	98
LA VILLE DE BELFORT ASSIÉGÉE.....	101
Situation et moyens de défense.....	101
La stratégie de Denfert-Rochereau	109
Les hostilités	110
<i>Le bombardement</i>	112
<i>Les assauts allemands</i>	116
<i>A l'approche de l'armée de l'Est</i>	118
<i>L'attaque des Perches</i>	119
Un armistice.....	122
La reddition.....	123
Situation de Belfort à la fin du conflit.....	126
Ingratitude de la république?	127
L'ARMÉE DE MANTEUFFEL	129
Une avancée rapide.....	129
Dijon, un piège pour Garibaldi?	131
La défense de Besançon.....	134
<i>Une pression allemande constante</i>	134
<i>Les combats autour de Besançon</i>	136
La prise de Salins	142

LA FIN DES HOSTILITÉS.....	145
La retraite de l'armée de l'Est vers la Suisse.....	145
<i>Le repli français</i>	146
<i>La progression allemande</i>	149
<i>L'arrivée des Français à Pontarlier</i>	151
<i>Un armistice ?</i>	153
<i>L'heure des décisions</i>	156
<i>Les Allemands à Pontarlier</i>	158
<i>Les ultimes combats</i>	159
<i>Le passage de la frontière</i>	163
Garibaldi et Dijon.....	168
L'OCCUPATION ALLEMANDE	
EN FRANCHE-COMTÉ.....	173
Vesoul.....	174
Gray.....	175
Baume-les-Dames.....	176
Pontarlier.....	178
Le canton de Rougemont.....	179
Dans les villages.....	180
LA FIN DU CONFLIT.....	183
L'armistice.....	183
La Commune de Paris.....	185
Le Traité de Francfort.....	189
CONCLUSION.....	193
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	197
Sources.....	197
Bibliographie.....	197
TABLE DES MATIÈRES.....	200